



إشكالية فعالية سياسة الأجور بالجزائر
«La problématique de l'efficiency de la politique nationale des salaires»

اللجنة التنظيمية	اللجنة العلمية
د.حابي عبد اللطيف	أ.د طويل أحمد
د. خلوف ياسين	أ.د بوطالب قويدر
د.حدوش شروق	أ.د بوطوبة محمد
ط.د كيشاوي عائشة	أ.د بن لولو سليم بدر الدين
ط.د محيوتي عاشور	أ.د بوشعور راضية
ط.د خروبي نوال	د. عاشور ثاني يامنة
ط.د بن دهمة هوارية	د.ديدوح شكرية
براهيمي حنان	د.لمريني سمية

Le14 Décembre 2022,

Nom de l'organisation

kouiderboutaleb@hotmail.com ;
ahtouil@yahoo.fr ;
boutoubaamed@gmail.com

محاوور اليوم الدراسي

1.أسس فعالية السياسات الوطنية للأجور
Les fondements de l'efficiency des politiques nationales des salaires.

2.تطور إنتاجية العمل والأجور بالجزائر
L'évolution de la productivité du travail et des salaires en Algérie.

3. تطور القدرة الشرائية والأجور بالجزائر
L'évolution du pouvoir d'achat et des salaires en Algérie.

4. الامساوات في الأجور بالجزائر .

Le laboratoire Gouvernance Publique & Economie Sociale GPES (université de Tlemcen) a le plaisir d'annoncer la tenue à l'université de Tlemcen, le 14/12/2022, une journée d'étude por-

N.B.

Les propositions de communication, accompagnée d'un résumé de cv, devront parvenir au comité d'organisation avant le 07/12/2022, aux adresses suivantes:

kouiderboutaleb@hotmail.com ;ahtouil@yahoo.fr ;boutoubaamed@gmail.com

Les salaires sont au cœur du monde du travail. Le niveau de vie et les moyens de subsistance des salariés et des familles dépendent du niveau des salaires. C'est dire l'importance de la problématique salariale

L'emploi par son aspect revenu et le salaire par son aspect pouvoir d'achat ont ainsi toujours préoccupés les théoriciens autant que les gouvernements. Les enjeux des politiques des salaires sont quasiment partout extrêmement importants.

-Au plan politique, l'enjeu se situe au niveau de l'assurance de la nécessaire stabilité socio-politique du pays conditionnée par la conciliation des exigences de l'économie de marché en termes de productivité et de profit et les impératifs de redistribution équitable du revenu national (sauvegarde et amélioration du pouvoir d'achat des salariées),

-Au plan économique, l'enjeu réside dans la résolution de l'équation chômage/ inflation ou le niveau des salaires constitue une variable importante pour l'équilibre macro économique (problème de déséquilibre inflationniste, problème d'efficience économique)

-Au plan social, l'enjeu est d'éviter une fracture sociale lié à l'amplification du phénomène de pauvreté. Problème d'équité.

En Algérie, la baisse constante du pouvoir d'achat, compte tenue de l'augmentation des prix (notamment des produits de première nécessité et pas seulement), les nouvelles exigences de résultats économiques particulièrement dans les entreprises publiques dont la majorité éprouve des difficultés à trouver un équilibre entre la préservation des acquis sociaux des travailleurs et l'amélioration de la productivité, avec la nécessaire réhabilitation du savoir et des compétences, des structures de répartition qui s'éloignent de la rationalité économique et qui développent de multiples frustrations qui accablent les titulaires de bas revenus, expliquent la complexité de la politique des salaires surtout dans les conditions économiques actuelles. La croissance économique demeure toujours faible faute d'un rythme soutenu et élevé d'investissements productifs.

Si la légitimité d'une augmentation des revenus, notamment des ménages les plus défavorisés et les plus nombreux ne fait aucun doute, comment procéder dans le contexte qui est le notre. Quels choix s'offrent aux pouvoirs publics pour traiter de cette problématique ?

Il n'existe certainement pas de solutions faciles et d'approches singulières aux problèmes soulevés par la politique des salaires. Nombreux sont les facteurs déterminant le niveau de salaire dans un pays à un moment donné. Certains de ces facteurs sont objectifs et quantifiables, comme le coût de la vie, le niveau général des prix, le niveau général des salaires, la capacité de paiement des entreprises, la classifications des emplois, la part du revenu prélevé par le fisc, la situation économique générale (déficit budgétaire), d'autres facteurs plus spécifiques comme le niveau de vie recherché par les travailleurs, ou encore le pouvoir de négociation des travailleurs organisés en syndicats ou en association. Dans la plupart des pays, l'Etat fixe non seulement les salaires de la fonction publique mais il détermine de plus le salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG) qui assure à tout salarié travaillant à temps complet une rémunération au moins égale à son montant et prévoit un mécanisme d'indexation sur le prix à la consommation afin que le pouvoir d'achat des salariés les plus modestes ne s'amenuise pas sous l'effet de l'inflation. L'Algérie ne fait certainement pas exception, sauf que l'application de telles dispositions ne semble pas opérante dans la mesure où nombreux sont les problèmes relatifs à l'indexation dont les critères d'appréciation, au-delà des négociations, ne semblent guère être partagés et reconnus par tous les partenaires concernés (Etat, Employeurs et Syndicats) Que faire, toutefois, pour rendre plus efficiente la politique salariale du pays ?

Il n'existe certainement pas de système idéal, ni en théorie, ni en pratique, chaque pays tente de répondre à cette problématique en respectant d'abord les principes de base sus mentionnés fondant un optimum consensuel, ou pour une situation donnée, dans une période donnée et des conditions sociales données, il existe un système plus efficace que les autres, même en tenant compte du crédo de toute politique salariale à savoir, tenir compte de l'amélioration réelle du niveau de productivité, des performances de l'économie nationale et de l'évolution du coût de la vie.

Il est en effet suffisamment admis que les hausses de salaire ont un caractère inflationniste dès lors qu'elles excèdent les gains de productivité d'une part ; elles ont tendance à se détruire elles-mêmes par l'effet dépressif qu'elles exercent sur l'emploi d'autre part, car les entreprises, l'économie nationale, ne peuvent supporter indéfiniment une forte divergence entre les progrès de la productivité et ceux des coûts salariaux, à moins de répercuter ces derniers dans leurs prix de vente ; mais alors, c'est le «retour à la case de départ», en sachant que ce sont les titulaires de revenus fixes (les plus pauvres notamment) qui souffrent le plus du phénomène inflationniste. C'est dire combien il est important de s'interroger sur la relation prix \square salaires-productivité d'une part, de s'interroger surtout sur la manière la plus saine et la plus efficiente de préparer, dans les faits, l'instauration d'une telle relation afin d'assurer une croissance et un développement durables. Il faudrait pour cela rompre avec la relation de forte dépendance du pays vis-à-vis des hydrocarbures, diversifier son économie, renforcer les structures productives.

L'économie a ses lois... Si on augmente le pouvoir d'achat d'un côté (ce qui est légitime) il faudrait par ailleurs avoir prévu ou pouvoir réaliser une augmentation des biens et services produits localement, fortement demandés par les ménages, sinon, c'est par l'importation que se réalisera l'équilibre (comme cela a été décidé) et le problème demeurera, car non seulement il faut financer ce surplus de monnaie injecté par voie d'augmentation des salaires en monnaie nationale (emprunts ou carrément création de monnaie, ce qui est cause d'inflation avec son cortège de conséquences nocives qui reposera le problème d'augmentation salariale de manière récurrente) mais aussi l'importation de biens et services (financement en devise, ce qui ne fera que rogner sur solde en devise du pays).

Nous espérons que cette journée nous réunira, pour discuter des **axes suivants** :

Les fondements de l'efficience des politiques nationales des salaires.

L'évolution de la productivité du travail et des salaires en Algérie.

L'évolution du pouvoir d'achat et des salaires en Algérie.

Les inégalités salariales en Algérie.

N.B.

Les propositions de communication, accompagnée d'un résumé de cv, devront parvenir au comité d'organisation avant le 07/12/2022, aux adresses suivantes:

kouiderboutaleb@hotmail.com ; ahouil@yahoo.fr ; boutoubaamed@gmail.com